

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Iran

N° 72 du 12.05 au 22.06.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_iraniens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire :

Tiré à Part

Jean Tafazzoli : Iran : Les 10 mensonges qu'on vous répète.

Paroles & action du président Ahmadinejad ...

1) Politique Iranienne

2) Politique des Usa

4 Les brèves

4-1 AFP : [L'Iran enverra un singe dans l'espace d'ici fin août.](#)

4-2 L'avion d'Angela Merkel, retardé, car empêché de survoler l'Iran.

5 Dossier & Point de vue

5-1 Elwatan : Nucléaire Iranien : Comment s'en sortir ?

5-2 Almanar : 6 ambassadeurs européens appellent à cesser de diaboliser le nucléaire iranien.

6 Déclaration, [courrier des lecteurs](#) & témoignage

6-1 L'Iran va produire de l'uranium enrichi à 20% au site de Fordoo.

7 Analyse - [Géopolitique et stratégie](#) – Réflexion

7-1 Mehdi Dares - Nazem Roya : Les guerres secrètes de l'alliance saoudo-israélienne.

Tiré à Part

Jean Tafazzoli : Iran : Les 10 mensonges qu'on vous répète.

Un petit article pour tordre le cou aux rumeurs propagandistes au sujet de l'Iran qui s'accumulent auprès des médias et de la population française depuis plusieurs années. Tout ce que vous avez « entendu » par-ci par-là, qui ne tient pas debout, mais que les gens répètent à longueur de journée. Ou comment on manipule vos esprits pour que vous détestiez l'Iran.

1) « L'Iran est un pays arabe qui fut civilisé par les Européens »

Faux. C'est une idée bizarrement répandue dans l'esprit de beaucoup d'Européens en général, qui pensent que tous les pays du Moyen-Orient sont d'anciens pays arabes, colonies françaises ou anglaises. Or, l'Iran, pays quatre fois plus grand que la France, fait partie des sept pays du globe non-Européens qui ne furent jamais colonisés. Iran ou littéralement « terre des aryens » est le nom choisi par l'empereur Reza Chah Pahlavi en 1935 pour nommer ce qu'il lui restait de territoires perses suite au morcellement de l'empire et après que des équipes françaises et allemandes aient découvert Persépolis et les vestiges de l'ancien empire Perse, vieux de 3000 ans, auquel nous devons l'invention puis la diffusion de l'alphabet cunéiforme et de l'écriture, la route de la Soie, les

contes des Mille et une Nuits, l'irrigation par canaux, le jeu d'échecs, les premières climatisations, les premières dissections humaines (Avicenne), la découverte de l'alcool méthylique, l'invention du zéro, une très grande partie de l'algèbre et la géométrie (souvent injustement appelées mathématiques « arabes »), mais aussi le système des armées modernes (inventé par Darius I et copié cinq cents ans plus tard par les Romains), les « hammams » (mot persan), le safran, le caviar, les tapis persans, les œufs peints de Pâques, le 25 décembre (naissance de Zarathoustra, remplacée par la naissance de Jésus dans le calendrier chrétien). En Iran, on ne parle donc pas l'Arabe, mais le Persan, une langue indo-aryenne, groupe de langues dont fait aussi partie la langue Français...

2) « L'Iran est liée à Al Qaida et est impliquée dans les attentats du 11 septembre »

Faux. Al Qaïda est un groupement sunnite à tendance salafiste, qui prend son origine en Arabie Saoudite au sein de la mouvance wahabite, c'est-à-dire une idéologie défendant une vision tribale arabisée de l'Islam aux antipodes de l'Islam chiite imamite jaafarite iranien, inspiré de la philosophie plus ou moins soufie de Jaafar ibn Sadeq, descendant de l'Imam Ali ibn Abi Taleb (cousin du prophète Mahomet) qui défend une vision familiale de l'Islam (basée sur le respect de la famille des prophètes et leurs descendants, dans une continuité historique, d'où la relative tolérance des Chiites pour les Juifs et les Chrétiens). Historiquement, l'Arabie Saoudite et le Salafisme sont l'ennemi juré des gouvernements iraniens successifs, depuis l'avènement de l'Islam Chiite.

3) « L'Iran est une dictature »

Faux. Actuellement l'Iran est une république théocratique. Héritier de l'empire perse, l'Iran est naturellement passée d'une monarchie à une monarchie constitutionnelle puis a connu la démocratie en 1951 avec le gouvernement Mossadegh, qui fut renversé par un putsch perpétré par la CIA en 1953 (opération Ajax), suite à la décision de l'Iran et de l'Egypte de nationaliser le pétrole. C'est le 1er choc pétrolier. En 1979, deuxième choc pétrolier lorsque l'Iran connaît sa seconde révolution, qui débouchera sur une République Démocratique Islamique, en 1981, avec une assemblée, un sénat et un conseil suprême religieux. La nouvelle république est immédiatement attaquée par son voisin, l'Irak de Saddam Hussein, alors soutenu par les Occidentaux, en tête desquels la France et les Etats-Unis, qui voient d'un très mauvais œil les désirs d'expansion de ce système, ainsi que cela était souhaité par l'Imam Khomeyni. Après 8 ans de guerre, à la chute du mur de Berlin, un armistice est signé et Saddam est attaqué un an plus tard par ses anciens amis américains (1ère guerre du Golf). Les conséquences pour l'Iran sont autrement plus dramatiques puisque la République a entretemps modifié sa constitution pour augmenter le pouvoir du Guide, c'est à dire le chef du conseil suprême, rebaptisé en Conseil des Gardiens de la Révolution (avec l'idée que l'Occident est le « Grand Satan » qui veut tout contrôler). Dans ce nouveau système théocratique, les droits civiques primaires inhérents à une démocratie perdurent (droit de vote, suffrage universel, éducation, accès aux soins, libre circulation), ainsi que les infrastructures de la république (parlement, sénat) mais le rôle du président est fortement réduit, de même que le choix des partis est restreint aux partis religieux et à l'approbation des religieux. Les libertés individuelles sont réduites et un code vestimentaire est imposé pour les femmes mais également pour les hommes.

4) « L'Iran est un pays de barbares dangereux et agressif »

Faux. L'Iran n'a attaqué aucun pays depuis plus de 200 ans. Il est par contre entouré de plus de 40 bases américaines et 1 base française. Par contre, l'Iran intervient régulièrement depuis 30 ans dans la région de manière militaire, notamment en soutien aux pays agressés par Israël : Liban, Palestine, Syrie, Jordanie et autres. Du coup, la guerre psychologico-propagandiste (qualifiée de « guerre molle » par l'ayatollah Khameney), va bon train depuis 30 ans entre l'Occident et l'Iran, avec d'un côté les petites phrases assassines du président Ahmadinejad, ses alliances moyen-orientales, ses conférences politiques, et de l'autre les Etats-Unis, Hollywood et ses films diffamatoires comme « Jamais sans ma fille » (tourné au Maroc avec des acteurs afghans !) ou les sanctions (les Etats-Unis empêchent notamment l'accès de l'Iran à VISA et MasterCard, l'accès de l'Iran à l'OCDE, bloquent les fonds iraniens chaque fois que c'est possible, etc). En Europe, on n'est pas en reste puisqu'on attribue à l'Iran des pendaisons et des lapidations imaginaires qui se dérouleraient dans un Iran sauvage... On retiendra par exemple l'histoire récente de Mme Sakineh Ashtiani, qui fut condamnée à mort pour le meurtre de son mari à Tabriz, ville moderne de 3.6 millions d'habitants, et dont l'histoire arrivée en Europe via l'organisation révolutionnaire et communiste des Mujaheddines du Peuple, s'est transformée en condamnation par lapidation et en véritable « cause de femme à défendre » pour la ménagère moyenne. Pour info, Mme Ashtiani a porté plainte au bout de six mois contre les deux pseudo-journalistes irano-allemands, qui de fait, en brochant cette histoire de lapidation autour de son horrible crime, ont rendu les choses encore plus difficiles pour cette dame, déjà dans de beaux draps face à la justice d'un pays qui n'aime pas trop les scandales.

5) « L'Iran est un pays isolé »

Faux. Sur la scène internationale, on assiste à une redistribution des cartes en faveur de l'Iran depuis quelques années. D'abord l'Iran peut remercier Bush d'avoir réglé les problèmes de l'Irak et de l'Afghanistan et d'en avoir fait deux pays chiites, désormais alliés de l'Iran. D'autre part, le « printemps arabe » dans la région a largement contribué à la mise en place de gouvernements favorables à l'Iran. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que l'Iran est le 2e producteur mondial de gaz et le 3e exportateur de pétrole. Enfin, l'Iran fait partie de l'organisation des pays « non-alignés » qui regroupe environ 80 pays refusant l'hégémonie américaine et européenne, et peut compter également sur le soutien d'alliés de poids comme la Russie et la Chine qui préfèrent un voisin iranien fort et régulateur plutôt qu'une présence israélo-américaine génératrice d'instabilité.

6) « L'Iran veut détruire Israël »

Faux. On attribue au président Ahmadinejad une phrase traduite en français par « il faut rayer Israël de la carte ». Or, le président iranien n'a jamais prononcé ces mots. Intervenant dans une conférence contre le sionisme, monsieur Ahmadinejad a logiquement dit qu'il fallait « débarrasser la planète de ce fléau qu'on appelle le sionisme », ce qui est assez différent. Il est vrai par contre que des partis plus extrémistes que le pouvoir en place n'excluent pas une guerre contre Israël, mais leur importance est aussi marginale que le FN en France.

7) « L'Iran est dirigé par un fou, Ahmadinejad, proche d'une secte »

Faux. Ahmadinejad est docteur en économie de la prestigieuse université de Téhéran, et fut de 2003 à 2005 maire de Téhéran, ville de 25 millions d'habitants. C'est loin d'être le débile que les médias occidentaux présentent. Les rumeurs de proximité avec la secte de hojatieh (l'équivalent de la scientologie à l'iranienne) ou de sa participation dans des attentats tient plus de la propagande du Mossad (services secrets israéliens) et de la CIA que de preuves formelles.

8) « L'Iran veut la bombe »

Faux. Rien ne permet à ce jour d'étayer cette hypothèse. L'Iran est en effet signataire du Traité de Non-Prolifération et d'un Traité additionnel qu'il est le seul à avoir signé sous la pression occidentale. En 2006, l'ayatollah Khameney, Guide Suprême iranien a décrété dans une « fatwa » (une ordonnance religieuse) que l'utilisation d'une bombe nucléaire serait contraire à l'idéologie de la république islamique. A ce jour, 2000 inspections de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) n'ont pas permis d'apporter la preuve d'une implication quelconque du programme nucléaire civil iranien dans des infrastructures militaires. Il semble par ailleurs que le problème soit davantage économique, l'Europe et les Etats-Unis craignant le développement d'un concurrent potentiel qui possède déjà la technologie d'enrichissement de l'uranium et serait à même de vendre celui-ci à des pays émergents comme la Chine ou l'Inde à un prix largement inférieur à celui pratiqué par l'Occident. Avec sa croissance soutenue et ses 80 millions d'habitants, dont 60% de moins de 45 ans, l'Iran a de très gros besoins en énergie. La question du nucléaire iranien prend une toute autre allure quand on sait que la France a fourni 200 missiles nucléaires à Israël et que M. Sarkozy a vendu récemment des technologies nucléaires au gouvernement Khadafi qu'il a ensuite bombardé. Moins connu mais très croustillant, c'est l'Iran qui a prêté dans les années 70 l'équivalent de 1 milliard de francs à la France et l'Europe pour construire le complexe de Pierrelatte qui fut la base du projet nucléaire européen, sans lequel la France ne serait peut-être jamais devenue une puissance nucléaire. De fait, l'Iran est détenteur de 10% des technologies nucléaires européennes, ce dont elle n'a jamais profité. Quant au prêt... il n'a jamais été remboursé. C'est l'affaire Eurodif.

9) « L'Iran veut ou peut attaquer l'Europe »

Faux. Même si l'Iran est un des leaders mondiaux dans l'élaboration et la production de missiles de moyenne et longue portée, il n'a pas de raison d'attaquer l'Europe, et le gouvernement iranien, appuyé par une diplomatie très puissante, n'a aucun intérêt à envoyer un quelconque missile en Europe. Encore une fois, les craintes israéliennes se sont propagées sous forme d'un mythe, celui du missile qui parcourrait 3000 km pour venir jusqu'en France, sans se faire repérer ou abattre entretemps... du grand n'importe quoi.

10) « L'Iran n'a pas les moyens de se défendre s'il est attaqué »

Faux. L'Iran dispose de la plus grande armée de terre professionnelle active au monde, à savoir 500.000 hommes en casernes plus 500.000 miliciens actifs, soit une capacité au sol de 1 million d'hommes actifs, sans même parler des réservistes, de l'armée de l'Air ou de la marine... Par ailleurs, l'Iran fait partie du cercle très fermé des pays producteurs d'armes, avec un budget alloué qui représente plus de 30% du PIB. L'Iran développe ainsi ses propres missiles, en tête desquels les fameux Shahab et les Kosar SSMS (coproduits avec la Russie, la Chine, et la Corée du Nord), ses propres tanks (le Zulfikar, des T72S russes, des Thunder-2 HM44), ses propres avions de chasse (le chasseur d'attaque Shafagh, l'Azarakhsh) et ses transporteurs (An-140 et An-74), ses propres hélicoptères (la série des Shahed) ainsi que tous les équipements électroniques nécessaires à une armée moderne. Surtout l'Iran dispose d'une marine exceptionnelle, la plus vaste du Golfe, avec ses frégates Mowj, ses patrouilleurs MIG, ses sous-marins modernes (Tondar, Noor). Il faut ajouter à cela les satellites iraniens, lancés depuis quelques années par des fusées iraniennes elles aussi, mais également tous les transferts de technologie qui ont été recensés par la CIA vers l'Iran depuis ces 30 dernières années (Russe, Nord-Coréenne, Chinoise... et même américaine !) ainsi que la formidable armada d'ingénieurs de pointe que l'Iran forme chaque année (c'est le 1er pays exportateur de cerveaux avec 150.000 chercheurs quittant le pays par an).

Jean Tafazzoli

08-06

www.lepost.fr/.../2517876_iran-les-10-mensonges-qu-on-vous-repete.html

Le FMI félicite l'Iran.

Le Fonds monétaire international a félicité lundi l'Iran pour sa réussite dans la réduction des inégalités, six mois après la mise en œuvre d'un ambitieux plan de suppression des subventions à l'énergie.

Le 18 décembre, le président Mahmoud Ahmadinejad avait annoncé la fin dès le lendemain de ces subventions, avec pour effet un bond du prix de l'essence compris entre 75 et 300%, ou encore une multiplication de celui du gazole par neuf, et de ceux de l'électricité, de l'eau et du gaz par trois à cinq.

Les prix de l'alimentation avaient augmenté en parallèle. Au total, l'inflation était passée de 10,1% sur un an en décembre à 14,2% en mai.

Mais, pour le FMI, ce plan qui a supprimé près de 60 milliards de dollars de subventions annuelles (l'équivalent de 15% du produit intérieur brut) et était conçu pour donner aux biens leur prix véritable, a été au final une réussite.

La redistribution, sous forme de versements aux ménages, des recettes tirées des hausses de prix a été efficace pour réduire les inégalités, améliorer le niveau de vie et soutenir la demande intérieure, a estimé le FMI, dans un communiqué publié à l'issue d'une mission d'évaluation d'une dizaine de jours en Iran.

La hausse des prix de l'énergie a déjà fait baisser la consommation domestique excessive d'énergie et le gâchis qu'elle occasionnait, a-t-il poursuivi.

Le FMI a reconnu que cette réforme avait à court terme ralenti la croissance mais a estimé qu'elle devrait considérablement améliorer les perspectives à moyen terme pour le pays.

Il lui a recommandé une réorientation globale de l'économie vers des produits, des services et des techniques de production moins gourmands en énergie et de poursuivre les efforts d'amélioration du climat des affaires afin de soutenir la création d'entreprises et d'emplois nouveaux.

16/06/2011

Al Manar

Paroles & action du président Ahmadinejad ...

Les États africains doivent s'unir contre les puissances coloniales.

Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a appelé jeudi les gouvernements africains et ses nations à faire tout ce qui était en leur pouvoir pour parvenir à la pleine unité et au consensus, tout en critiquant les puissances coloniales pour leurs efforts entrepris une fois de plus afin de prendre le contrôle total de l'Afrique du Nord.

Le président Ahmadinejad qui s'exprimait en ces termes lors d'une rencontre avec les ambassadeurs africains en Iran à l'occasion de la Journée internationale de l'Afrique à Téhéran.

«Si les gouvernements africains agissent en coordination les uns avec les autres, les mains des pillards seront coupées de la richesse des ressources de l'Afrique alors que le potentiel économique et culturel des nations opprimées d'Afrique portera ses résultats' a ajouté le président iranien.

Le président Ahmadinejad a déclaré que la Journée internationale de l'Afrique est le jour de commémoration de la grande résistance des nations africaines et de ces dirigeants.

«J'espère que le consensus entre les pays africains permettra d'atteindre le résultat souhaité et que les aspirations des populations africaines pourront également vaincre très prochainement », a-t-il ajouté.

Saluant la formation de l'Union africaine, le président Ahmadinejad a noté que la majeure partie de la richesse du monde est situé en Afrique ainsi que la majeure partie de la civilisation humaine et de la culture.

«Si l'Union européenne se considère comme une puissance économique, ce n'est pas grâce à ses efforts ou ses potentiels ou bien encore ses initiatives, mais c'est parce grâce au pillage des richesses des pays africains, asiatiques et d'Amérique du Sud », a-t-il ajouté.

Le président s'est félicité de l'élargissement de la coopération entre l'Iran et les pays africains soulignant qu'il est en pleine expansion.

«Bien que les pays indépendants du monde entier constituent la majorité de l'Organisation des Nations Unies, les décisions de l'ONU ont toujours été contre les intérêts des pays africains et asiatiques. L'ONU n'a pas réussi à défendre les intérêts des Etats indépendants », a déploré le président Ahmadinejad.

27 Mai

<http://www2.irna.ir/fr/news/view/menu-306/1105271289075440.htm>

Une Égypte «anti-sioniste et anti-occidentale».

«Nous devons faire en sorte que l'Iran et l'Égypte soient deux pays développés, puissants, anti-arrogance (ndlr: anti-occidentale) et anti-sioniste», a déclaré le président iranien Ahmadinejad, lors d'une rencontre avec un groupe d'intellectuels, de religieux et de jeunes révolutionnaires égyptiens

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a déclaré mercredi qu'il souhaitait une Égypte «anti-sioniste» et anti-occidentale, en recevant un groupe d'intellectuels, de religieux et de jeunes révolutionnaires égyptiens, a rapporté l'agence officielle Irna.

«Nous devons faire en sorte que l'Iran et l'Égypte soient deux pays développés, puissants, anti-arrogance (ndlr: anti-occidentale) et anti-sioniste», a déclaré M. Ahmadinejad.

«L'un de mes rêves est d'aller en Égypte. Dès que je recevrai une invitation de la part des responsables égyptiens, je me rendrai immédiatement et avec fierté en Égypte», a-t-il ajouté.

Le Caire et Téhéran ont commencé à évoquer, après la chute le 11 février dernier du régime du président Hosni Moubarak, la possibilité d'une reprise de leurs relations diplomatiques rompues en 1980 pour protester contre l'accord de paix israélo-égyptien de 1979.

Mardi, le ministre iranien des Affaires étrangères, Ali Akbar Salehi, s'est déclaré «optimiste» sur une normalisation des relations diplomatiques avec l'Égypte, en dépit de l'expulsion la veille par Le Caire d'un diplomate de la section d'intérêts iranienne soupçonné d'espionnage.

Le ministre égyptien des Affaires étrangères Nabil al-Arabi a déclaré le 25 mai, après avoir rencontré M. Salehi en Indonésie, que la décision d'une reprise des relations diplomatiques avec l'Iran serait soumise au futur Parlement qui doit être élu en septembre.

La délégation égyptienne est depuis lundi à Téhéran pour participer à une «conférence internationale sur le réveil islamique» réunissant des intellectuels d'une vingtaine de pays musulmans.

«Nous sommes prêts à rétablir nos relations diplomatiques le plus rapidement possible (...) Nous attendons que la partie égyptienne se déclare», a affirmé M. Salehi après avoir reçu mercredi la délégation égyptienne.

«L'Iran est prêt à faire des investissements importants en Égypte qui est un grand pays et un grand marché avec 80 millions de personnes», a-t-il ajouté.

http://www.cyberpresse.ca/international/dossiers/crise-dans-le-monde-arabe/egypte/201106/01/01-4405016-ahmadinejad-souhaite-une-egypte-anti-sioniste-et-anti-occidentale.php?utm_categorieinterne=traffidivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_B13b_moyen-orient_291_section_POS1

"Le régime sioniste est à la base du capitalisme inhumain".

«Le régime sioniste est à la base du capitalisme inhumain», c'est ce qu'a déclaré jeudi soir le Président de la République islamique d'Iran, Mahmoud Ahmadinejad. «Aujourd'hui, la lutte contre le régime sioniste constitue la lutte contre la colonne vertébrale d'un système arrogant et inhumain» a-t-il précisé. «Le régime sioniste est la tumeur cancéreuse dans la région et l'élimination de ce régime signifie sauver toute l'humanité et instaurer la justice dans le monde», a-t-il ajouté.

«Les éléments en coulisses dans la classe dirigeante américaine ont projeté les attentats suspects du 11 septembre 2001 pour se sauver». «L'Arrogance a attaqué ensuite l'Afghanistan et l'Irak», a-t-il déclaré, avant de rappeler : «Aujourd'hui, l'Arrogance elle-même avoue que cette agression a laissé plus d'un million de morts. Le fait que l'Arrogance prétende défendre la liberté et la démocratie des autres nations est un grand mensonge» a souligné M. Ahmadinejad, avant de rappeler : «Ils sont venus piller sous une autre forme les richesses des autres nations».

Farid Merrad

03/06

<http://french.irib.ir/info/politique/item/117567-le-regime-sioniste-est-la-base-du-capitalisme-inhumain-ahmadinejad>

L'Iran ne cèdera pas à la pression des médiateurs.

Aucune proposition formulée par les six médiateurs internationaux sur le dossier nucléaire iranien n'amènera l'Iran à interrompre l'enrichissement d'uranium, a déclaré mardi le président Mahmoud Ahmadinejad lors d'une conférence de presse à Téhéran.

A la question de savoir s'il existait une initiative des Six susceptible de convaincre l'Iran d'abandonner les travaux d'enrichissement, M. Ahmadinejad a répondu: "Non".

Les six médiateurs internationaux sur le dossier nucléaire iranien (Russie, France, Etats-Unis, Grande-Bretagne, Chine et Allemagne) invitent Téhéran à suspendre l'enrichissement d'uranium qui constitue, selon eux, une menace à la non-prolifération nucléaire.

En juin 2010, le Conseil de sécurité de l'Onu a voté une résolution instaurant de nouvelles sanctions contre l'Iran. C'est la quatrième résolution appelée à contraindre Téhéran à faire la lumière sur certains aspects de son programme nucléaire, y compris sur sa composante militaire.

07/06/2011

<http://fr.rian.ru/world/20110607/189770086.html>

"La soif insatiable du capitalisme, responsable essentiel de la destruction de l'environnement"

Le président Mahmoud Ahmadinejad a assuré jeudi lors d'une rencontre avec les ministres de l'Environnement de l'organisation de coopération économique(OCE) à Téhéran que la cause essentielle de la destruction de l'environnement dans le monde est la soif insatiable du système capitaliste dans l'exploitation de ressources naturelles et minérales.

«Les pays capitalistes du monde profitent au maximum des ressources naturelles», a-t-il ajouté.

Saluant à mi-parcours la rédaction de la feuille de route touchant à l'environnement par les Etats membres de l'OCE, le président iranien a souligné que cette organisation importante et ses Etats membres qui réunissent à eux-seul une population de plus de 400 millions de personnes disposent d'une riche culture et civilisation, ainsi que de précieuses ressources énergétiques.

«Les pays capitalistes et en particulier les usines de production américaines qui ne respectent pas l'environnement, ne sont pas prêts à corriger leurs lignes de conduite au profit de l'environnement parce qu'ils veulent tirer le meilleur parti de leurs actifs», a ajouté le président Ahmadinejad.

Dénonçant trois pays majeurs qui causent plus de 50 pour cent de la pollution environnementale dans le monde, il a souligné que la pollution de l'environnement va désormais au-delà de la simple émission de gaz à effet de serre.

IRNA

"la solidarité avec les pays indépendants fait partie de la politique stratégique de l'Iran"

Le président a affirmé que la solidarité avec les pays indépendants fait partie intégrante de la politique stratégique de l'Iran. Mercredi soir, lors d'une rencontre consacrée aux mécanismes permettant de renforcer les relations iraniennes avec le Venezuela, l'Équateur et la Biélorussie, le président Ahmadinejad a souligné: "soutenir les pays révolutionnaires et indépendants, partout, dans le monde, constitue l'un des principes et stratégies de l'Iran".

"Les coopérations durables de la République Islamique d'Iran, tant au niveau politique et économique avec les pays indépendants s'avèrent nécessaires", a poursuivi le président iranien, avant d'évoquer les plans de l'Ordre hégémonique, pour faire plier les nations libres. Mahmoud Ahmadinejad a, également, tenu à plaider pour l'essor des relations tous azimuts et durables entre les pays indépendants.

09/06/2011

IRNA

1) Politique Iranienne

Les grandes manœuvres

Rencontre d'Ahmadinejad avec les représentants de l'"OCE"

Le Président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a pointé du doigt les «dirigeants corrompus» et un «système inéquitable de répartition des richesses» comme cause principale de la corruption qui gangrène le monde. Dimanche, au cours d'une rencontre avec les représentants de l'"OCE" en réunion à Téhéran, Ahmadinejad n'est pas allé par quatre chemins pour dénoncer un Ordre capitaliste impitoyable et corrompu auquel il faut tenir tête si on veut faire valoir les droits des nations". Pour le président iranien la corruption ne pourra que s'étendre tant que le peuple n'aura pas la latitude de présider à son sort, tant qu'il n'y aura pas de dispositifs censés superviser la gestion des richesses. "De nos jours les Etats qui brandissent l'étendard de la lutte contre la corruption sont dirigés par des bandits, des corrompus qui détiennent des médias et qui empêchent l'accès des nations à la vérité" a renchéri le Président.

22/05

<http://french.irib.ir/info/politique/item/115167-rencontre-dahmadinejad-avec-les-representants-de-loce>

Mohammad Hossein Dajmar : « L'Iran engagera des actions en justice contre les sanctions des Etats-Unis et de l'UE. »

L'Iran engagera des actions en justice contre les sanctions des Etats-Unis et de l'Union européenne, a déclaré samedi le directeur général de la compagnie des transports maritimes iranienne

"L'Iran est soumis aux sanctions des Etats-Unis et de l'UE depuis 2006", a déclaré le directeur général, Mohammad Hossein Dajmar.

La compagnie a pris des actions dans certains tribunaux en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et dans des pays de l'UE en coordination avec le département de la justice de la présidence, a dit Dajmar.

La compagnie des transports maritimes iraniennes avait transporté plus de 35 millions de tonnes de marchandises l'année dernière malgré les sanctions, a indiqué le responsable.

13.06.

Source: xinhua

Politique intérieure & extérieure

Politique extérieure

Les Affaires étrangères dément tout échange technologique sur les missiles avec la Corée du Nord.

L'Iran a démenti mardi tout échange de savoir-faire technologique en matière de missiles balistiques avec la Corée du Nord, qualifiant les informations contenues dans un récent rapport de l'ONU de "propagande".

"Nous avons toujours démenti (...) la propagande concernant la coopération entre l'Iran et la Corée du Nord sur le transfert de la technologie des missiles balistiques", a déclaré le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères Ramin Mehmanparast.

"Ces informations ne sont pas exactes. Notre niveau technologique est tel que nous n'avons pas besoin de la technologie ou des pièces d'autres pays en matière de missiles", a affirmé mardi M. Mehmanparast.

La Corée du Nord et l'Iran sont soupçonnés d'échanges technologiques en matière de missiles balistiques, selon un rapport de l'ONU dont la Chine chercherait à empêcher la publication, ont rapporté dimanche des diplomates.

Les auteurs de ce rapport sur les violations des sanctions imposées à Pyongyang, soupçonnent que "des pièces entrant dans la conception de missiles balistiques interdits ont été transférées entre la République démocratique populaire de Corée et la République islamique d'Iran sur des vols commerciaux d'Air Koryo (nord-coréenne) et d'Iran Air".

Selon le rapport de l'ONU, le matériel interdit est passé via "un pays tiers voisin" non nommé. Selon des diplomates, il s'agit de la Chine, le plus proche allié de la Corée du Nord et également désormais premier partenaire économique de l'Iran. Les experts militaires occidentaux estiment que certains missiles iraniens sont dérivés de missiles nord-coréens, notamment le missile balistique Shahab 3, d'une portée de près de 2.000 kilomètres, qui serait dérivé du Nodong nord-coréen.
<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=15773&cid=20&fromval=1&frid=20&seccatid=28&s1=1>

Farid Merrad : L'Arabie Saoudite entrave la normalisation entre le Caire et Téhéran.

L'Arabie saoudite fait pression sur l'Égypte pour l'empêcher de normaliser avec l'Iran, a déclaré le politologue et auteur égyptien Ahmad Rassem Nafis dans un entretien accordé à la chaîne de télévision iranienne arabophone AlAlam. Et d'ajouter que le peuple égyptien sympathise énormément avec l'Iran et en particulier avec sa politique de soutien au camp de la résistance et de la persistance face au projet occidental et sioniste dans la région. Selon Nafis qui fait partie de la délégation égyptienne d'une cinquantaine de personnalités en visite en Iran, cette politique saoudienne s'inscrit dans le cadre d'une stratégie exercée par « certains pays du Golfe qui voudraient focaliser l'aversion de l'opinion publique arabe contre l'Iran, et ce en lien avec la politique des grandes puissances et le dossier du conflit arabo-israélien ».

Évoquant la politique du président égyptien déchu Hosni Moubarak, ce politologue égyptien estime qu'elle œuvrait pour être en harmonie avec celle des pays du Golfe, et s'engageait à faire appliquer toutes les suggestions américaines sur les Palestiniens, jusqu'à édifier la barrière de plomb entre la Bande de Gaza et l'Égypte.

« C'est pour cela qu'il (Moubarak) se sentait lésé chaque fois que l'Iran apportait son soutien à la résistance au Liban et dans la Bande de Gaza et qu'il considérait cette position comme lui portant grief personnellement, à l'insu des dégâts causés à la politique étrangère de l'Égypte », a-t-il expliqué.

Nafis a précisé que les égyptiens en visite en Iran vont rencontrer leurs homologues iraniens pour les interroger sur la position iranienne des différentes parties de l'équation égyptienne politique actuelle, sur les assertions faisant état de sa volonté d'imposer sa mainmise sur la politique de l'Égypte, et de soutenir les actions de prosélytisme en faveur du chiisme.

« Les égyptiens étaient en faveur de l'Iran et de la résistance durant la guerre 2006 contre le Liban, alors que les forces collaboratrices et pro Moubarak s'opposait à la résistance. Personne ne peut prétendre que l'Iran a agressé n'importe quel pays dans la région, tandis que certains pays arabes accueillent favorablement l'actions des forces d'occupation étrangères contre d'autres arabes », a-t-il conclu.

Farid Merrad

02/06/2011

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=17826&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=41&s1=1>

Sur le terrain

Le ministère iranien des Affaires étrangères convoque la chargée d'affaires britannique Jane Marriott.

Jane Marriott, chargée d'affaires britannique à Téhéran, a été convoquée jeudi au ministère iranien des Affaires étrangères à la suite des propos du secrétaire au Foreign Office, William Hague, sur une soi-disant « aide de Téhéran à la répression des manifestations en Syrie ».

Selon un fonctionnaire du ministère iranien, cité par l'agence de presse Irna, les accusations lancées par Hague ne reposent "sur aucune preuve ni sur un quelconque motif".

William Hague a prétendu cette semaine devant la Chambre des communes que Téhéran, allié de la Syrie, aidait à la répression du mouvement de contestation entamé à la mi-mars en Syrie.

"L'Iran conjugue la répression brutale des dirigeants de l'opposition sur son territoire avec la fourniture de matériel et de conseils techniques pour aider le régime syrien à écraser les manifestations en Syrie", avait-t-il dit.

"Cela est inacceptable et renforce notre préoccupation quant à l'attitude et aux intentions de l'Iran dans le domaine du nucléaire", avait ajouté le chef de la diplomatie britannique.

Pour le ministère iranien des Affaires étrangères, "Rien ne justifie que le gouvernement britannique lance de telles accusations contre des pays tiers (...)".

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=19026&frid=20&cid=20&fromval=1&seccatid=28>

Préparation à la guerre

L'Iran essaie deux systèmes de la défense aérienne "avec succès".

Le commandant de l'armée iranienne, le générale Farzad Esmaili, a annoncé dimanche que son pays avait essayé "avec succès" deux nouveaux systèmes de la défense aérienne, Mersad et Shahin, localement développés, a rapporté la chaîne de télévision par satellite locale anglaise Press TV.

Il a également indiqué que le système radar iranien a été optimisé et est actuellement dans un "très bon" état.

M. Esmaili avait annoncé plus tôt que le système de la défense aérienne Mersad était capable d'atteindre les objectifs situés à une distance de 150 kilomètres, selon Press TV.

En mai, le ministre iranien de la Défense le Général de brigade Ahmad Vahidi avait fait savoir que l'Iran allait dévoiler un certain nombre de missiles ballistiques.

La semaine dernière, le président du parlement iranien Ali Larijani avait déclaré que l'Iran avait fait des progrès considérables dans la production des systèmes de missile qui seraient utilisés pour défendre l'Iran et d'autres pays musulmans.

14.06.

Source: xinhua

Téhéran annonce le démantèlement d'un réseau d'espionnage US

Les autorités iraniennes ont annoncé le démantèlement d'un important réseau d'espionnage et l'arrestation de 30 "espions" travaillant pour le compte des Etats-Unis, rapportent samedi les médias européens citant la télévision officielle iranienne. "Une opération menée à l'extérieur comme à l'intérieur du pays a permis de démanteler un réseau complexe d'espionnage lié à la CIA", a affirmé le ministère iranien des Renseignements.

Selon le communiqué du ministère, le réseau démantelé recrutait des agents "en utilisant les ambassades et consulats américains dans plusieurs pays", notamment aux Emirats arabes unis, en Malaisie et en Turquie.

Son objectif était de réunir des informations sur les activités "nucléaires, aéronautiques, de défense et de biotechnologie", ajoute le ministère.

Depuis la révolution de 1979, Téhéran accuse régulièrement les Etats-Unis de mener des activités d'espionnage en Iran ou de soutenir des groupes armés hostiles à la République islamique, empêchant notamment de développer le programme nucléaire du pays.

Plusieurs pays occidentaux, Etats-Unis en tête, soupçonnent l'Iran de chercher à se doter de l'arme atomique sous couvert d'un programme nucléaire mené, selon Téhéran, à des fins pacifiques.

<http://fr.rian.ru/>

21/05

<http://www2.irna.ir>

Le ministère des Renseignements annonce l'arrestation de 30 espions travaillant pour les Etats-Unis.

"Les agents du ministère des Renseignements (...) ont arrêté 30 espions travaillant pour les Etats-Unis", a affirmé le ministère des Renseignements.

Le ministère iranien des Renseignements a annoncé samedi le démantèlement d'un important réseau "d'espionnage et de sabotage" ainsi que l'arrestation de "30 espions" travaillant pour les Etats-Unis.

"Dans une opération à l'intérieur et à l'extérieur du pays, un réseau complexe d'espionnage et de sabotage lié à la CIA a été démantelé", a affirmé le ministère des Renseignements dans un communiqué lu à la télévision d'Etat.

"Les agents du ministère des Renseignements (...) ont arrêté 30 espions travaillant pour les Etats-Unis", a-t-il ajouté, sans donner de précisions sur l'identité des personnes arrêtées, ni la date de leur interpellation.

Selon le communiqué, des agents des services de renseignements américains "tentaient de piéger les citoyens iraniens en offrant des visas, la promesse de permis de résidence (aux Etats-Unis, NDLR), du travail et des visas d'études". Ce réseau "utilisait les ambassades et consulats américains dans plusieurs pays, en particulier les Emirats arabes unis, la Malaisie et la Turquie, pour réunir des informations sur les centres scientifiques et universitaires" iraniens, ajoute le ministère. Son objectif était notamment de réunir des informations sur les activités "nucléaires, aéronautique, de défense et bio-technologie".

Il cherchait également à obtenir des "informations détaillées sur les oléoducs, les gazoducs, les réseaux électriques et de télécommunications, ainsi que sur les aéroports, les transports et les banques iraniennes". Le régime iranien annonce régulièrement le démantèlement de réseaux et l'arrestation d'espions ou de "saboteurs" travaillant pour les Etats-Unis ou Israël, son ennemi juré dans la région.

21/05/2011

<http://www.lalibre.be/actu/international/article/662327/teheran-annonce-l-arrestation-de-30-espions-travaillant-pour-les-etats-unis.html>

Prisons

10/05

L'Iran devrait commencer à juger trois Américains accusés d'espionnage, a rapporté lundi la télévision d'Etat.

"S'il n'y a pas d'autres problèmes, le procès des trois Américains comencera mercredi comme prévu", a déclaré le porte-parole de la justice iranienne, Gholm-Hosseïn Moshseini-Ejei.

Les trois Américains, Josh Fattal, Sarah Shourd et Shane Banuer, avaient été arrêtés le 31 juillet 2009 à la frontière iranienne pour entrée illégale sur le territoire iranien. Ils sont accusés d'espionnage, ce que réfute le gouvernement américain.

Les autorités iraniennes avaient libéré en septembre dernier Sarah Shourd, l'un des trois Américains arrêtés, sous caution de 500 000 dollars, pour raison de santé.

http://french.news.cn/monde/2011-05/10/c_13866903.htm

2) Politique des Usa

Dans les coulisses et au sénat

Nouveau projet de loi de sanctions contre l'Iran au Congrès.

Des élus de la Chambre des représentants américaine ont déposé lundi un nouveau projet de loi contenant des sanctions contre l'Iran, pour forcer le pays à abandonner son programme nucléaire.

Les élus ont déposé ce nouveau texte, près d'un an après l'adoption d'un vaste projet de loi visant l'Iran, qui renforçait une législation déjà en vigueur depuis l'administration Clinton pour y ajouter toute une gamme de nouvelles sanctions économiques.

Le projet de loi déposé lundi, intitulé "Loi pour diminuer la menace iranienne" (Iran Threat Reduction Act), vise à combler certaines lacunes dans l'arsenal actuel des sanctions américaines contre l'Iran.

"Une absence d'action rapide pour combler ces lacunes, (...) renforce l'Iran et rend les Etats-Unis et nos alliés plus vulnérables", a estimé dans un communiqué Ileana Ros-Lehtinen, la présidente républicaine de la commission des Affaires étrangères de la Chambre qui a déposé le texte avec son collègue démocrate Howard Berman.

Le texte vise notamment à empêcher l'Iran de détourner les sanctions en vigueur. Il rajoute de nouvelles sanctions telles que le refus d'accorder un visa à toute personne impliquée dans le secteur de l'énergie en Iran.

Plusieurs élus des deux camps ont déjà manifesté leur soutien au texte.

Les sanctions adoptées en juin 2010 par le Congrès visent notamment à perturber l'approvisionnement en essence de la République islamique. Elles touchent des entreprises ou leurs filiales qui font des affaires avec l'Iran en fournissant des produits pétroliers raffinés ou en aidant l'Iran à se doter de capacités de raffinage

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=15723&frid=13&cid=13&fromval=1&seccatid=15>

3) Dans le monde

Arménie

Armen Movsisian : l'Iran aura le dernier mot dans les questions énergétiques.

Le ministre arménien de l'Énergie et des Ressources naturelles, Armen Movsisian, a déclaré dimanche que la République Islamique d'Iran a toujours eu le dernier mot dans les questions liées à l'énergie dans la région.

Répondant aux questions de l'IRNA, en marge d'une réunion avec son homologue iranien Majid Namjou, le ministre arménien en visite a déclaré que Téhéran et Erevan apprécient le niveau élevé de coopération entre leur deux pays.

Les relations entre l'Iran et l'Arménie dans le domaine de l'énergie ne se limitent pas aux projets en cours communs, a souligné Armen Movsisian.

Il a ajouté que les perspectives des relations bilatérales entre les deux capitales sont toujours positives.

29 Mai

<http://www2.irna.ir/fr/news/view/line-96/1105293490190930.htm>

Corée du Nord

La Corée du Nord prône l'élargissement des liens économiques avec l'Iran.

Le ministre nord-coréen des Affaires étrangères, Pak Ui Chun, a appelé jeudi à l'élargissement des relations économiques avec l'Iran.

Le ministre a fait cette remarque lors d'une rencontre avec le ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Salehi.

Il a également félicité l'Iran qui prend la présidence tournante du Mouvement des Non-alignés.

Le ministre iranien des Affaires étrangères a pour sa part, précisé que les points communs entre les deux pays permet d'ouvrir la voie à des liens plus étroits dans le domaine de l'économie, des échanges commerciaux et de l'éducation entre les deux pays.

27 Mai

<http://www2.irna.ir/fr/news/view/line-98/1105271827082217.htm>

Chine

Hu Jintao: la coopération entre la Chine et l'Iran bonne pour la paix et la stabilité dans la région et dans le monde

Le président chinois Hu Jintao a déclaré mardi après-midi à Astana que la consolidation et le développement des relations d'amitié et de coopération entre la l'Iran et la Chine vont de l'intérêt commun des deux parties et favorisent le maintien de la paix et de la stabilité non seulement de la région mais du monde en général.

Hu Jintao s'est exprimé à ce propos lors de sa rencontre avec le président iranien Mahmoud Ahmadinejad à Astana.

MM. Hu et Ahmadinejad participent tous deux au sommet annuel de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) prévu mercredi à Astana.

Le président chinois a rappelé lors de cette rencontre que cette année marquait le 40ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et l'Iran.

Depuis que les deux pays ont établi des liens diplomatiques, et surtout ces dernières années, les relations sino-iraniennes ont connu une croissance saine et régulière grâce aux efforts des deux parties.

Hu Jintao a indiqué que les leaders des deux pays avaient maintenu des échanges fréquents car la confiance politique s'était améliorée et la coopération pragmatique avait avancé régulièrement.

Il a poursuivi que les deux pays devraient maintenir des contacts de haut-niveau et accroître les échanges amicaux dans tous les domaines.

Selon lui, les gouvernements, législatures et partis politiques des deux pays devraient également maintenir des échanges et la coopération.

Le président chinois a ajouté que les deux pays devraient renforcer la communication sur les affaires internationales afin de valoriser la paix et la stabilité dans la région et dans le monde en général.

15/06/2011

IRNA

La Chine appelle le groupe d'experts sur les sanctions contre l'Iran à agir avec impartialité, objectivité et indépendance.

Le groupe des experts sur les sanctions contre l'Iran doivent travailler conformément au mandat conféré par la résolution pertinente et sous les principes d'impartialité, d'objectivité et d'indépendance, a indiqué jeudi l'ambassadeur de Chine auprès des Nations Unies, Li Baodong.

M. Li a fait cette remarque lors d'une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, au cours de laquelle le Conseil a adopté une résolution prolongeant d'un an, jusqu'au 9 juin 2012, le mandat du groupe d'experts.

Le mandat actuel du groupe a expiré jeudi.

Dans le cadre du régime de sanctions de l'ONU, le groupe doit "travailler en conformité stricte avec le mandat donné par la Résolution 1929, sous la direction du Comité en charge des sanctions et sous les principes d'impartialité, d'objectivité et d'indépendance", a déclaré M. Li.

La Chine espère que le groupe pourra respecter strictement ces principes et jouer son rôle dans la promotion de la mise en application globale et efficace de la résolution pertinente, a ajouté l'ambassadeur chinois.

10.06.

Source: xinhua

Malaisie

Anifah Aman - ministre malaisien des affaires étrangères - reconnaît les droits nucléaires de l'Iran.

Le ministre malaisien des Affaires étrangères, Anifah Aman, a déclaré jeudi que la Malaisie reconnaît les droits légitimes de l'Iran à produire de l'énergie nucléaire.

Lors d'une rencontre avec le ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Salehi, le chef de la diplomatie malaisienne a estimé que la République islamique d'Iran a le droit de produire de la technologie nucléaire conformément au Traité de Non Prolifération dont l'Iran est signataire.

Cette rencontre a eu lieu en marge de la 16ème rencontre ministérielle des États membres du Mouvement des Non-Alignés. Le ministre malaisien des Affaires étrangères a souligné que la Malaisie ne refusera jamais d'apporter son soutien au programme nucléaire pacifique iranien.

Le chef de la diplomatie malaisienne a déclaré que l'Iran est un important partenaire commercial de la Malaisie et que la Malaisie ne ménagera pas ses efforts pour élargir sa coopération économique avec la République Islamique d'Iran.

Il a appelé les secteurs privé des deux parties à jouer un rôle actif pour développer leur coopération économique.

La République Islamique d'Iran joue rôle de leader dans les développements régionaux et internationaux, a-t-il souligné ajoutant que son pays est prêt à élargir tous azimuts ses liens et sa coopération avec l'Iran.

Ali Akbar Salehi a, pour sa part, qualifié la Malaisie de grand pays bénéficiant d'un potentiel économique et a déclaré que la Malaisie est la porte qui assure l'ouverture sur le marché asiatique.

Le chef de la diplomatie iranienne a appelé à l'élargissement des investissements conjoints en Iran et en Malaisie et a appelé à l'amélioration du niveau actuel des échanges commerciaux.

Réagissant aux développements en cours dans la région et au Moyen-Orient, il a fermement condamné la politique du deux poids deux mesures ainsi que les politiques incongrues des gouvernements occidentaux dans la région et de la communauté internationale tout entière.

26 Mai

<http://www2.irna.ir/fr/news/view/line-96/1105265793202931.htm>

4 Les brèves

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

4-1 AFP : L'Iran enverra un singe dans l'espace d'ici fin août.

L'Iran s'apprête à tirer cet été un lanceur destiné à placer sur orbite une capsule récupérable avec un singe, a annoncé jeudi l'agence AFP, citant la télévision nationale iranienne.

"Selon notre projet, la fusée Kavoshgar-5 sera envoyée durant le mois de Mordad (23 juillet - 22 août) pour mettre en orbite, à une altitude de 120 km, une capsule de 285 kg avec un singe à bord ", a déclaré le chef de l'Organisation spatiale iranienne, Hamid Fazeli.

Il a précisé que "l'envoi de cette capsule était la première étape menant à l'envoi d'un homme dans l'espace".

M. Fazeli a fait cette déclaration au lendemain du lancement réussi du satellite Rassad-1 conçu pour faire des photographies de la terre et les envoyer aux stations iraniennes basées au sol.

Le programme spatial iranien a débuté en février 2008 avec le tir du lanceur Kavoshgar-1 qui a placé sur orbite le premier satellite national, Omid. En novembre 2008, Téhéran a lancé une deuxième fusée, Kavoshgar-2, avec des appareils destinés à mesurer la pression atmosphérique et la vitesse du vent à différentes altitudes. Enfin, en février 2010, l'Iran a envoyé un rat, une tortue et des vers dans l'espace avec une fusée Kavoshgar-3.

Le programme spatial iranien inquiète l'Occident qui soupçonne Téhéran de vouloir se doter de missiles balistiques de grande portée. La communauté internationale craint que l'Iran n'utilise ses technologies atomiques et spatiales pour créer des ogives nucléaires et des missiles stratégiques capables de les transporter.

16/06

Ria Novosti

4-2 L'avion d'Angela Merkel, retardé, car empêché de survoler l'Iran.

Le ministre allemand des Affaires étrangères a annoncé, mardi, convoquer l'ambassadeur d'Iran, pour protester contre le refus de l'Iran de laisser l'avion de la Chancellerie Angela Merkel survoler son territoire. Le chef de la diplomatie a jugé "absolument inacceptable" que l'avion de la chancellerie, en route, pour l'Inde, ait été, temporairement, empêché de survoler l'Iran. "C'est un manque de respect vis-à-vis de l'Allemagne", a-t-il ajouté, dans un communiqué. "C'est pourquoi, j'ai convoqué l'ambassadeur iranien, à Berlin. Nous dirons, très clairement, qu'une telle atteinte aux Conventions internationales ne peut en aucun cas être tolérée par l'Allemagne", a-t-il ajouté. L'avion d'Angela Merkel, qui se rendait, en visite officielle, en Inde, a été, temporairement, empêché de survoler l'Iran, mardi, a annoncé son porte-parole, Steffen Seibert, via le site de microblogs Twitter. Aucune précision sur les raisons pour lesquelles l'avion n'a pas pu survoler l'Iran n'a été fournie immédiatement. "Début inhabituel du voyage en Inde", avait écrit Steffen Seibert, qui accompagne la chancellerie dans ce voyage. "L'Iran refuse, temporairement, à l'avion de la chancellerie le survol (de son territoire). Atterrissage, avec retard, à New Delhi". Selon un journaliste de la chaîne publique allemande ARD, qui accompagne Angela Merkel, un autre avion, transportant quatre ministres du gouvernement allemand, a pu survoler l'Iran, sans problème, et atterrir, comme prévu, dans la capitale indienne. Angela Merkel participe, jusqu'à jeudi, à des consultations germano-indiennes

31/05/2011

5 Dossier & Point de vue

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

5-1 Elwatan : Nucléaire Iranien : Comment s'en sortir ?

Six anciens ambassadeurs européens en Iran ont rédigé une tribune à l'occasion de l'anniversaire de la dernière résolution du Conseil de sécurité sur le nucléaire iranien.

Cette tribune est publiée simultanément aujourd'hui dans plusieurs journaux internationaux : la Republica, le Monde, El Watan, le Temps de Genève, le Devoir de Montréal, le Globe and Mail de Toronto, le Los Angeles Times, O Estado de Sao Paulo, le Financial Times, le Frankfurt, Allgemeine Zeitung, le Soir et De Standaard de Belgique

Nous avons été ambassadeurs de différents pays européens en Iran dans la dernière décennie.

Nous avons suivi de près la montée de la crise entre ce pays et la communauté internationale sur la question nucléaire. Le long enlisement de ce dossier nous est inacceptable.

Le monde arabe et le Moyen-Orient entrent dans une nouvelle époque.

Aucun pays n'est à l'abri du changement. La République islamique d'Iran subit la désaffection de la meilleure part de sa population. Partout, de nouvelles perspectives se dessinent. Les périodes d'incertitude sont propices aux remises en question.

Le moment est venu de le faire sur la question nucléaire iranienne.

En droit international, la position de l'Europe et des Etats-Unis est moins solide qu'il n'y paraît.

Elle s'incarne, pour l'essentiel, en une série de résolutions votées au Conseil de sécurité qui font référence au chapitre VII de la Charte des Nations unies, autorisant la mise en œuvre de mesures coercitives en cas de «menaces contre la paix».

Mais où est la menace ?

Serait-ce l'enrichissement d'uranium dans les centrifuges iraniennes ?

Il s'agit certes d'une activité nucléaire sensible menée par un pays sensible, dans une région elle-même hautement sensible. La préoccupation exprimée par la communauté internationale est légitime et l'Iran a un devoir à la fois moral et politique d'y répondre. Mais rien dans le droit international, rien dans le Traité de non-prolifération (TNP) n'interdit en son principe une telle activité. D'autres pays que l'Iran, signataires ou non du TNP, s'y adonnent sans être accusés de menacer la paix. Et cette activité est soumise en Iran aux inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Certes, ces inspections sont bridées par un accord de garanties obsolète, datant des années 1970. Mais il est vrai aussi que l'AIEA n'a jamais relevé en Iran de détournement de matières nucléaires à des fins militaires.

La «menace contre la paix» serait-elle dans l'avancement d'un programme clandestin de construction d'une arme nucléaire ?

Depuis au moins trois ans, la communauté américaine du renseignement ne retient plus cette hypothèse. Son directeur, James Clapper, témoignait en février dernier au Congrès : «Nous continuons à penser que l'Iran garde ouverte l'option du développement d'armes nucléaires.

Toutefois, nous ne savons pas si l'Iran décidera finalement de construire des armes nucléaires. Nous continuons de juger que le processus de décision de l'Iran en matière nucléaire est guidé par une approche en termes de coût et d'avantages, ce qui offre à la communauté internationale des occasions d'influencer Téhéran.»

Aujourd'hui, une majorité d'experts, y compris en Israël, semble plutôt estimer que l'Iran cherche à se poser en «pays du seuil», techniquement capable de produire une bombe, mais s'abstenant pour l'instant de le faire. On peut à bon droit le regretter, mais rien dans le TNP, rien dans le droit international, n'interdit une telle ambition.

D'autres pays que l'Iran, engagés comme lui de ne jamais se doter de l'arme nucléaire, ont déjà atteint un tel seuil, ou sont en passe d'y parvenir. Ils ne sont pas autrement inquiétés.

Mais, nous dit-on, c'est la mauvaise volonté de l'Iran et son refus de sérieusement négocier qui ont obligé nos pays à le traîner en 2006 au Conseil de sécurité. Là encore, les choses sont moins claires.

Rappelons qu'en 2005, l'Iran était prêt à discuter d'un plafond au nombre de ses centrifugeuses et à maintenir le taux de son enrichissement très au-dessous des hauts pourcentages d'intérêt militaire.

Il se montrait surtout disposé à mettre en œuvre le Protocole additionnel qu'il avait déjà signé avec l'AIEA, autorisant des inspections intrusives sur l'ensemble de son territoire, même sur des sites non déclarés. Mais à l'époque, les Européens et les Américains voulaient contraindre l'Iran à renoncer à son programme d'enrichissement.

Et au moins dans l'esprit des Iraniens, le même objectif plane toujours derrière l'insistance du Conseil de sécurité à obtenir la suspension de toutes les activités d'enrichissement. Avant d'accuser ce pays de bloquer la négociation, il est temps d'admettre que l'objectif «zéro centrifuge opérant en Iran», de façon définitive ou même temporaire, a tout d'une prétention irréaliste et a conduit à l'impasse actuelle.

Reste un dilemme assurément présent dans la tête de beaucoup de nos dirigeants.

Pourquoi offrir au régime iranien une ouverture qui pourrait l'aider à restaurer sa légitimité interne et internationale ?

Ne vaut-il mieux pas attendre que lui succède un régime plus présentable ?

C'est une vraie question.

Mais c'est peut-être exagérer l'effet de cette négociation nucléaire sur des évolutions intérieures bien plus profondes. Ronald Reagan qualifiait l'URSS d'«empire du mal». Il a néanmoins intensément négocié avec Mikhaïl Gorbatchev en matière de désarmement nucléaire. Doit-on lui reprocher d'avoir retardé le cours de l'histoire ?

Les pays intéressés par l'avenir de l'Iran doivent certainement maintenir la pression sur les questions de droits politiques et de droits de l'homme, mais aussi s'obliger à régler une question entêtante et urgente de prolifération. Nous réduisons ainsi une source importante de tension dans une région qui aspire plus que jamais à la tranquillité.

L'échec de la rencontre de janvier dernier à Istanbul et le décevant l'échange de lettres entre les deux parties qui a suivi mettent en relief les difficultés de sortie d'un aussi long blocage. Sur la méthode, plus la négociation sera discrète et technique, plus elle aura de chances d'aboutir. Sur le fond, l'on sait déjà que toute solution se construira sur la qualité du dispositif d'inspection de l'AIEA.

Et là, où nous avons confiance en la capacité de l'AIEA à surveiller tous ses états-membres, Iran compris. Ou nous ne lui faisons pas confiance, et là on se demande pourquoi conserver une organisation efficace avec les seuls pays vertueux. De fait, la première étape serait sans doute pour les deux parties de demander ensemble à l'AIEA ce qui lui paraîtrait nécessaire pour contrôler pleinement le programme nucléaire iranien et garantir de façon crédible qu'il est bien pacifique dans toutes ses dimensions. Sur la base de sa réponse, une négociation pragmatique pourrait s'engager.

09.06.

http://www.elwatan.com/international/comment-s-en-sortir-09-06-2011-128027_112.php

5-2 Almanar : 6 ambassadeurs européens appellent à cesser de diaboliser le nucléaire iranien.

Six anciens ambassadeurs européens en Iran appellent à "cesser de diaboliser le nucléaire iranien" et à faire confiance aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), dans une tribune publiée vendredi dans une douzaine de journaux du monde entier.

Au moment où les grandes puissances ont exprimé jeudi leur inquiétude grandissante concernant les visées du programme nucléaire controversé de l'Iran lors d'une réunion de l'AIEA à Vienne, les six diplomates --Guillaume Metten (Belgique), François Nicoulaud (France), Roberto Toscano (Italie), Richard Dalton (Royaume-Uni), Steen Hohwü-Christensen (Suède) et Paul von Maltzahn (Allemagne)-- affirment que "le long enlisement de ce dossier (leur) est inacceptable".

Jugeant que la position de l'Europe et des Etats-Unis sur le nucléaire iranien "est moins solide qu'il n'y paraît", les six affirment que "sur le fond, l'on sait déjà que toute solution se construira sur la qualité du dispositif d'inspection de l'AIEA".

"Et là, poursuivent-ils, ou nous avons confiance dans la capacité de l'AIEA à surveiller tous ses Etats membres, Iran compris. Ou nous ne lui faisons pas confiance, et l'on se demande pourquoi conserver une organisation efficace avec les seuls pays vertueux".

Car, interrogent-ils, "où est la menace ?" "Serait-ce l'enrichissement d'uranium dans les centrifugeuses iraniennes ?, s'interrogent-ils, pour reconnaître qu'il s'agit "certes d'une activité nucléaire sensible" dans une région elle-même "sensible", mais que "rien dans le traité de non-prolifération (TNP) n'interdit en son principe une telle activité".

"D'autres pays que l'Iran, signataires ou non du TNP, s'y adonnent sans être accusés de menacer la paix", observent-ils.

"L'AIEA n'a jamais relevé en Iran de détournement de matières nucléaires à des fins militaires."

La "menace contre la paix" serait-elle dans l'avancement d'un programme clandestin de construction d'une arme nucléaire ?

"Depuis au moins trois ans, la communauté américaine du renseignement ne retient plus cette hypothèse", relèvent-ils.

"Avant d'accuser ce pays de bloquer la négociation, il est temps d'admettre que l'objectif +zéro centrifugeuse opérant en Iran+ de façon définitive ou même temporaire, a tout d'une prétention irréaliste et a conduit à l'impasse actuelle", affirment les six ex-ambassadeurs en Iran

"Les pays intéressés par l'Iran doivent certainement maintenir la pression sur les questions de droits politiques et de droits de l'homme mais aussi s'obliger à régler une question entêtante et urgente de prolifération" dans un but d'apaisement des tensions dans la région, conseillent-ils.

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=19076&cid=20&fromval=1&frid=20&seccatid=28&sl=1>

6 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

6-1 L'Iran va produire de l'uranium enrichi à 20% au site de Fordoo.

L'Iran, soumis à des sanctions pour son programme nucléaire controversé, a annoncé mercredi vouloir produire de l'uranium enrichi à 20% dans son site de Fordoo et multiplier par trois sa capacité de production, suscitant les protestations de Paris et Washington.

"Sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), nous allons cette année transférer nos activités d'enrichissement d'uranium à 20% du site de Natanz à celui de Fordoo et multiplier par trois notre capacité de production", a déclaré Fereydoun Abbassi Davani, le chef de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEA).

"Lorsque nous aurons multiplié notre capacité de production par trois à Fordoo, nous arrêterons alors l'enrichissement à 20% à Natanz", a ajouté le chef du programme nucléaire iranien, cité par le site de la télévision d'Etat.

Cette annonce a été qualifiée de "provocation" aussi bien par les Etats-Unis que par la France, deux pays qui soupçonnent avec d'autres membres de la communauté internationale l'Iran de chercher à se doter des moyens de construire une arme atomique malgré ses dénégations répétées.

"Nous sommes inquiets des intentions annoncées par l'Iran de continuer à renforcer son programme d'enrichissement", a déclaré le porte-parole du Conseil de sécurité nationale américain. "De tels actes de provocation ne contribuent pas à créer des conditions de confiance", a-t-il ajouté, demandant à l'Iran de "réexaminer sa décision".

A Paris, le ministère des Affaires étrangères a estimé que cette "provocation" renforçait "les préoccupations anciennes de la communauté internationale face à l'intransigeance du régime iranien et à ses violations constantes du droit international".

La révélation en 2009 de l'existence du site de Fordoo, au sud de Téhéran, a déclenché une grave crise avec la communauté internationale, conduisant au renforcement des sanctions contre l'Iran.

Téhéran a produit de l'uranium enrichi à 3,5% au site de Natanz (centre) et a commencé à enrichir à 20% en février 2010 sur le même site.

L'enrichissement à 20% a commencé après l'échec des négociations entre l'Iran et le groupe des 5+1 (Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie, Chine et Allemagne) sur la fourniture de combustible pour le réacteur nucléaire de recherche médicale de Téhéran.

Selon Abbassi Davani, l'Iran va produire en septembre ses premières plaques de combustible pour ce réacteur de 5 Mégawatts construit par les Américains avant la révolution islamique de 1979 et destiné à produire des radio-isotopes.

L'enrichissement est au coeur d'un conflit entre Téhéran et une partie de la communauté internationale. Enrichi jusqu'à 20%, l'uranium peut servir à produire du combustible pour des installations civiles, mais s'il est poussé à 90%, il peut être utilisé à des fins militaires.

Malgré les pressions internationales et six résolutions de l'ONU dont quatre assorties de sanctions, l'Iran poursuit ses activités d'enrichissement.

"Nous continuons nos activités légalement. Nous coopérons avec l'AIEA. La question nucléaire est un prétexte. Les Etats-Unis et leurs alliés sont contre notre indépendance", a déclaré mardi le président iranien Mahmoud Ahmadinejad.

En avril, M. Abbassi Davani a affirmé que son pays continuerait à enrichir de l'uranium à 20% pour alimenter "quatre à cinq réacteurs" de recherche nucléaire qui doivent être construits dans les prochaines années.

http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5hpC2KCXtTvN8O2AyCgH-Dt_UruzQ?docId=CNG.4c646d146c8bb39144df914a9da8755f.3a1

7 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

7-1 Mehdi Dares - Nazem Roya : Les guerres secrètes de l'alliance saoudo-israélienne.

Comme le dit le vieux dicton chinois, les crises des uns peuvent être l'opportunité des autres.

Tel-Aviv, Washington et l'OTAN profitent des révoltes **soudaines** qui ont lieu dans le monde arabe. Ainsi, ils ne se contentent pas seulement de lutter contre les aspirations légitimes des peuples arabes, voire ils gèrent intelligemment la scène géopolitique arabe dans le cadre de leur stratégie pour dominer l'Eurasie.

Les conflits sectaires en Égypte : un moyen d'affaiblir l'État égyptien.

De nos jours, l'Égypte est dirigée par un gouvernement militaire qui est un mouvement opposé aux objectifs et développements révolutionnaires. Malgré l'insistance croissante du peuple égyptien, l'ancien système existe toujours. Toutefois, les fondements de ce système commencent à devenir de plus en plus instables au moment où le peuple égyptien devient plus radical dans ses revendications.

Comme ce fut le cas à l'époque de Moubarak, le régime militaire permet aussi la propagation du sectarisme dans un effort pour créer des divisions dans la société égyptienne. Au début de l'an 2011, quand les Égyptiens ont vivement attaqué les bâtiments du gouvernement ils ont découvert des documents secrets montrant que le régime égyptien était derrière les attaques contre la communauté chrétienne en Égypte.

Récemment, des extrémistes salafistes ont attaqué des minorités en Égypte, non seulement des Chrétiens, mais aussi des Musulmans chiïtes. Des militants égyptiens ainsi que des dirigeants dans les communautés coptes et chiïtes en accusent le gouvernement militaire au Caire, Israël et l'Arabie Saoudite.

De fait, le gouvernement militaire de l'Égypte, Tel Aviv et les Saoudiens, font tous partie d'une alliance sinistre. Ce rassemblement constitue l'épine dorsale de la structure impérialiste américaine dans le monde arabe. Ils dépendent de Washington. Ils demeurent victorieux dans la mesure où les États-Unis dominent le Sud-ouest de l'Asie et l'Afrique du Nord. Les Saoudiens coopèrent actuellement avec Washington pour établir un gouvernement islamique supposé en Égypte. Ce travail est réalisé par des partis politiques financés et organisés par les Saoudiens. Ainsi les soi-disants mouvements salafistes, constituent une partie essentielle et primordiale de ce gouvernement. Il semble également que le mouvement des Frères musulmans, ou du moins certaines de ses filiales, ont été élus pour faire partie de ce gouvernement (pour gagner leur confiance en les intégrant dans le groupe existant).

L'alliance saoudo-israélienne et la politique de la division

L'alliance entre les Saoudiens et Tel Aviv est devenue plus claire et flagrante ces dernières années. Cette alliance secrète saoudo-israélienne se trouve dans le cadre d'une plus vaste alliance entre le Golfe et Israël. Cette dernière est établie par le biais d'une alliance stratégique entre les familles royales en Arabie Saoudite et les Cheikhs arabes dans le golfe Persique. Israël et les familles royales du Golfe constituent ensemble, la ligne de front pour Washington et l'OTAN contre l'Iran et ses alliés dans la région. De plus, cette alliance travaille aussi en faveur de Washington, pour déstabiliser la région, puisque les racines du chaos dans la région du Sud-ouest de l'Asie et l'Afrique du Nord sont le produit de cette alliance entre le Golfe et Israël.

En harmonie avec la politique des Etats-Unis et de l'Union européenne, cette alliance entre Israël et les dirigeants arabes du Golfe a aidé à créer les divisions ethniques entre les Arabes et les Iraniens, les divisions religieuses entre les Musulmans et les Chrétiens, et les divisions sectaires entre les Sunnites et les Chiïtes. C'est la politique de division ou de sédition, qui a aidé à préserver les familles régnantes du Golfe au pouvoir et de tenir Israël à sa place. Israël et les familles régnantes du Golfe ne peuvent pas rester sans la zizanie régionale.

Tel-Aviv et les Saoudiens sont les auteurs de la division du Hamas et Fatah, ainsi que l'exclusion de la bande de Gaza de la Cisjordanie. Ils ont travaillé ensemble dans la guerre de 2006 contre le Liban afin d'écraser le Hezbollah et ses alliés

politiques. L'Arabie saoudite a également collaboré à propager le sectarisme et la violence sectaire et confessionnelle au Liban, en Irak, au Golfe Persique, en Iran, et maintenant en Egypte.

Israël et les émirats du Golfe ont aidé Washington à neutraliser l'Iran et ses alliés, ainsi que toute forme de résistance contre les Etats-Unis au Sud-ouest de l'Asie et en Afrique du Nord. C'est pourquoi le Pentagone arme fortement Tel-Aviv et les Cheikhs du Golfe. De même, Washington fabrique des boucliers anti-missiles en Israël et dans les émirats arabes contre l'Iran et la Syrie.

L'iranophobie

L'alliance entre Israël et les émirats du Golfe a été utile pour créer une vague d'iranophobie (phobie de l'Iran) dans le monde arabe. Le but ultime de l'iranophobie est de transformer l'Iran aux yeux de l'opinion publique arabe en un ennemi des peuples arabes, et donc détourner l'attention des véritables ennemis du monde arabe, en particulier les puissances néo-coloniales, qui occupent des terres arabes et les contrôlent.

L'iranophobie est un état d'esprit et un moyen de propagande. L'objectif stratégique est d'isoler l'Iran et de ré-imaginer la scène géopolitique du Sud-Ouest de l'Asie et de l'Afrique du Nord.

En outre, elle a été utilisée par les familles gouvernantes du Golfe, allant des Émirats arabes unis vers l'Arabie saoudite et le Bahreïn, comme une fausse excuse pour la répression de leur peuple, la revendication des libertés fondamentales et les droits démocratiques dans ces émirats.

La coalition du 14 Mars au Liban, qui constitue un groupe d'agents relevant du Golfe et des Américains ainsi que des alliés d'Israël, a également utilisé l'iranophobie et «la politique de division» dans une tentative d'attaque du Hezbollah et ses alliés au Liban. L'objectif est d'affaiblir et de saper les relations libano-Iraniennes et syro-libanaises. De plus, la coalition du 14 Mars, notamment le parti du Futur, contrôlé par Hariri, a importé des combattants salafistes appartenant à Fatah al-Islam dans le but d'attaquer le Hezbollah. Ce parti a également joué un rôle dans le projet israélo-saoudien visant à déstabiliser la Syrie et la supprimer de la "masse politique résistante."

Mehdi Dares - Nazem Roya

Traduit par: Sara Hussein

Bn

11 juin

Global Research-Mehdi Dares Nazem Roya

28 mai 2011

Source : La résistance islamique au Liban

<http://www.french.moqawama.org/...>